



Conseil économique et social

Distr. générale
25 juillet 2018
Français
Original : anglais

Session de 2018

27 juillet 2017-26 juillet 2018

Deuxième réunion de coordination et de gestion

Compte rendu analytique de la 43^e séance

Tenue au Siège, à New York, le mardi 3 juillet 2018 à 10 heures

Présidente : M^{me} King (Vice-Présidente) (Saint-Vincent-et-les Grenadines)

Sommaire

Point 14 de l'ordre du jour : Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible au Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org).

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

18-10977 (F)



Merci de recycler



En l'absence de M^{me} Chatardova (Tchéquie), M^{me} King (Saint-Vincent-et-les-Grenadines), Vice-Présidente, prend la présidence.

La séance est ouverte à 10 h 15.

Point 14 de l'ordre du jour : Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies (A/73/70 ; E/2018/56 ; E/2018/L.17)

1. **M. Webson** (Observateur d'Antigua-et-Barbuda) Président du Comité spécial de la décolonisation, appelant l'attention sur le rapport du Secrétaire général sur l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies (A/73/70) et sur le rapport de la Présidente du Conseil économique et social figurant dans le rapport publié sous la cote E/2018/56, dit que le séminaire régional pour le Pacifique de 2018 s'est tenu à la Grenade, en mai, sur le thème « Activités relatives à la troisième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme : problèmes sociaux, économiques et environnementaux liés à la réalisation des objectifs de développement durable dans les territoires non autonomes ». Il remercie les organismes, fonds, programmes et organisations qui ont aidé les territoires non autonomes, comme indiqué dans le document publié sous la cote E/2018/56, et leur demande de renforcer les mesures existantes et d'élaborer de nouveaux programmes spécialement conçus pour accélérer les progrès économiques et sociaux dans lesdits territoires.

Projet de résolution E/2018/L.17 : Appui aux territoires non autonomes par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies

2. **La Présidente** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

3. **M. Webson** (Observateur d'Antigua-et-Barbuda) Président du Comité spécial de la décolonisation, présente le projet de résolution.

4. **M. Bagwell** (États-Unis d'Amérique), expliquant son vote avant le vote, dit que sa délégation s'abstiendra de voter sur le projet de résolution. La délégation approuve le principe selon lequel les fonds, programmes et institutions spécialisées des Nations Unies peuvent venir utilement en aide à des territoires qui ne sont pas membres de l'Organisation. Cela étant, ce sont les lois

et politiques nationales de la Puissance administrante d'un territoire qui autorisent la fourniture d'une telle aide, et le libellé du projet de résolution est en contradiction avec la Constitution des États-Unis d'Amérique, qui stipule que seul le Gouvernement fédéral est habilité à conduire les relations extérieures.

5. **La Présidente** dit qu'il a été demandé de procéder à un vote enregistré.

6. *Il est procédé à un vote enregistré sur le projet de résolution E/2018/L.17.*

Votent pour :

Afrique du Sud, Azerbaïdjan, Bélarus, Chili, Chine, Équateur, Fédération de Russie, Inde, Mexique, Nigéria, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Turquie, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du) et Viet Nam.

Votent contre :

Néant.

S'abstiennent :

Allemagne, Belgique, Canada, États-Unis d'Amérique, France, Irlande, Japon, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

7. *Le projet de résolution E/2018/L.17 est adopté par 15 voix contre zéro, avec 12 abstentions.*

La séance est levée à 10 h 40.